

159/2020 - 29 octobre 2020

Comptes du secteur non-financier pour le deuxième trimestre 2020

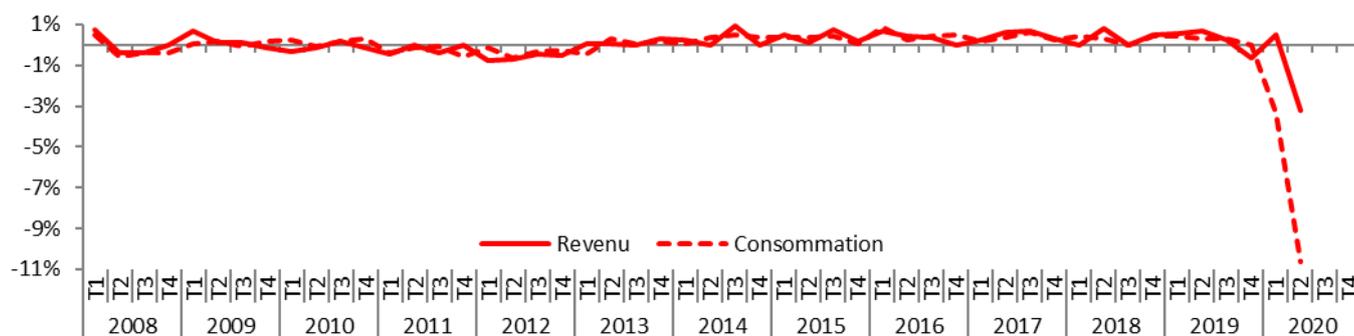
La baisse de la consommation réelle des ménages par habitant s'accélère dans la zone euro et dans l'UE

Revenu réel par habitant en baisse dans la zone euro et dans l'UE

Au deuxième trimestre 2020, qui a été marqué dans tous les États membres par les mesures de confinement liées à la Covid-19, la consommation réelle des ménages par habitant a diminué de 10,7% dans la **zone euro**, après une baisse de 3,3% au trimestre précédent. Il s'agit de la baisse la plus marquée depuis le début de la série temporelle en 1999. Le revenu des ménages par habitant a diminué de 3,2% en termes réels, au deuxième trimestre 2020, après une hausse de 0,5% au premier trimestre 2020.

Croissance réelle du revenu et de la consommation des ménages par habitant dans la zone euro

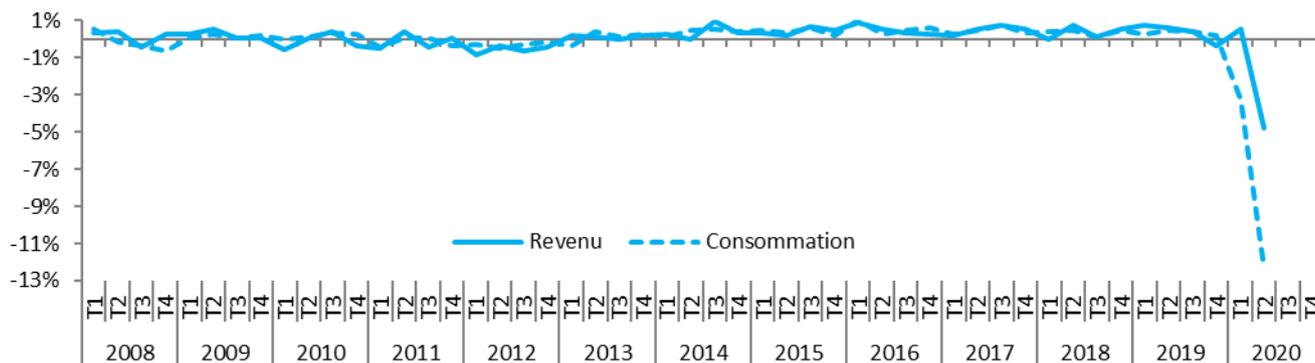
en %, données corrigées des variations saisonnières

ec.europa.eu/eurostat 

Dans l'**UE**, la consommation réelle des ménages par habitant a diminué de 12,3% au deuxième trimestre 2020, après une diminution de 3,2% au trimestre précédent. Il s'agit du plus fort recul depuis le début de la série temporelle en 1999. Le revenu réel des ménages par habitant a reculé de 4,8% au deuxième trimestre 2020, après une augmentation de 0,5% au premier trimestre 2020.

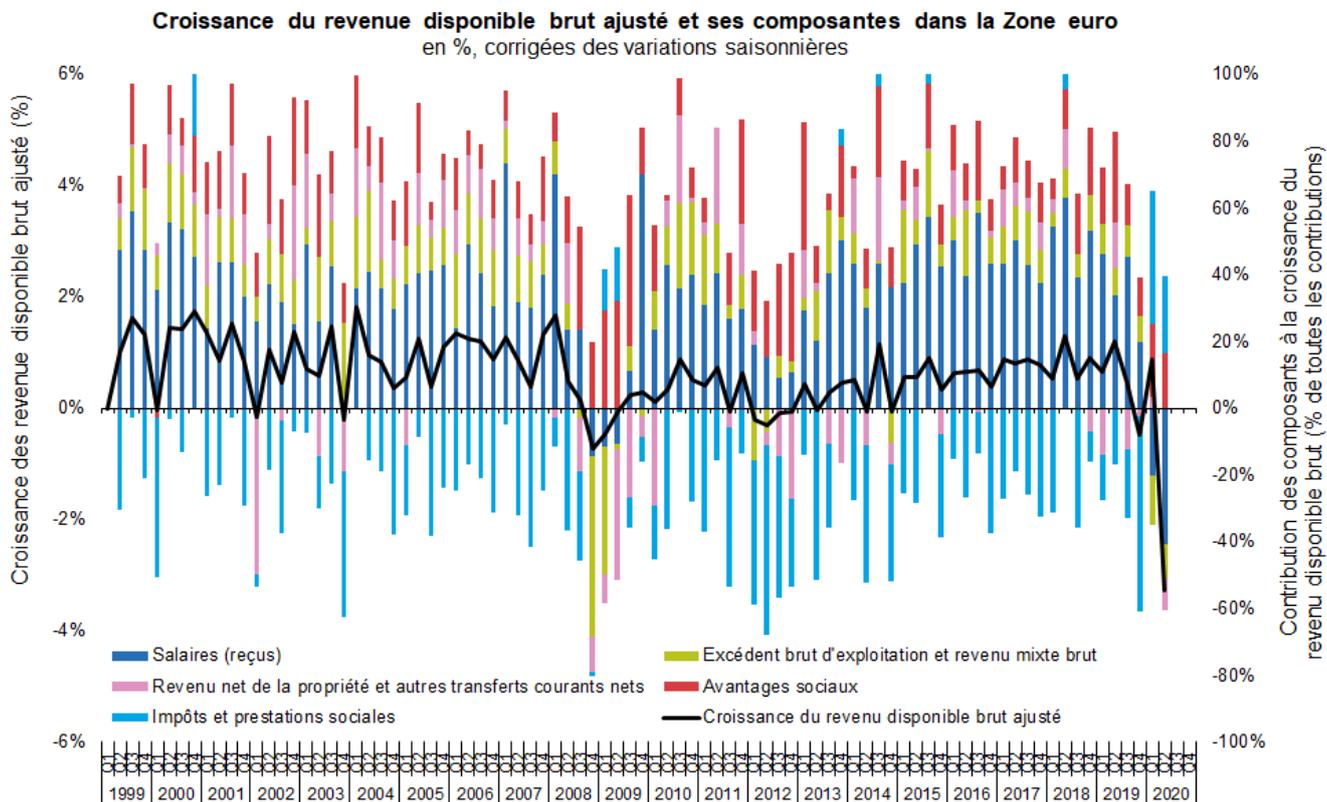
Croissance réelle du revenu et de la consommation des ménages par habitant dans l'UE

en %, données corrigées des variations saisonnières

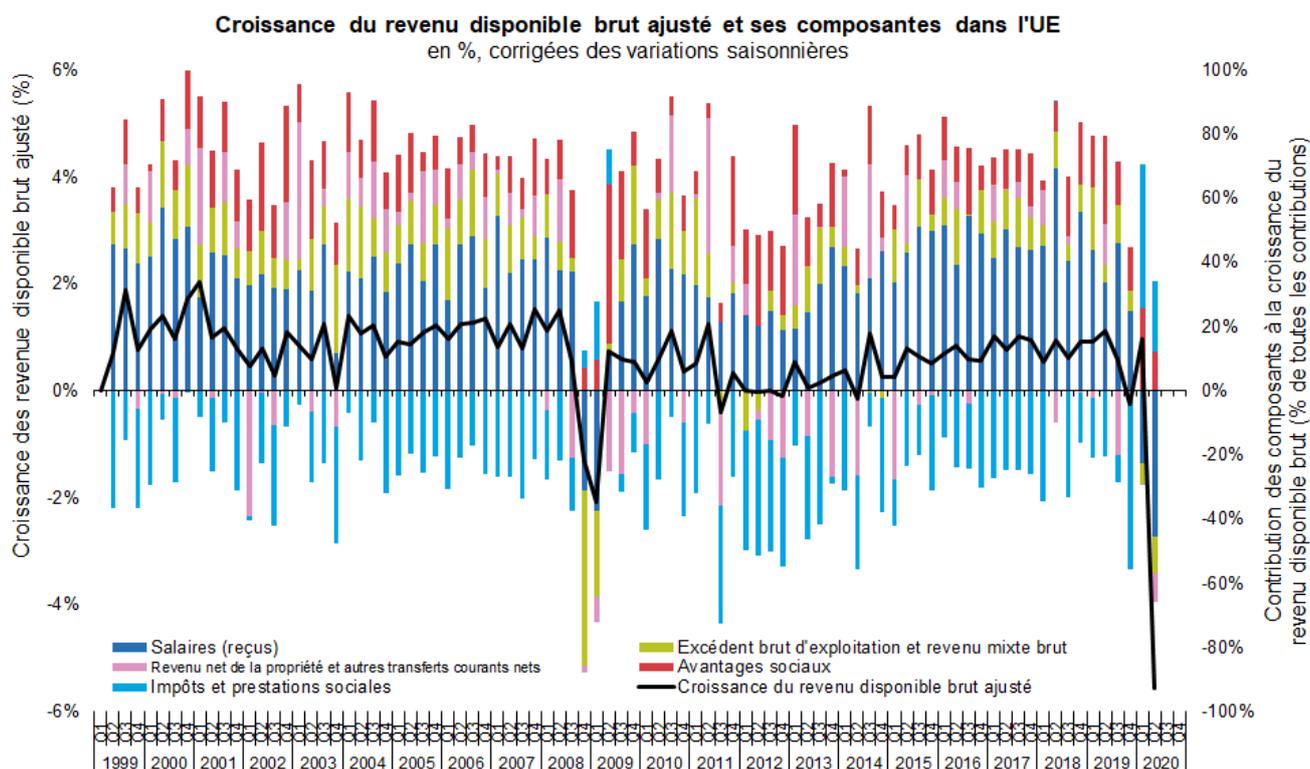


Revenu disponible brut ajusté des ménages

Au cours du deuxième trimestre 2020, le revenu disponible brut ajusté des ménages a diminué de 3,3% dans la **zone euro** et de 5,6% dans l'**UE**. Dans les deux cas la raison principale était la baisse importante de salaires perçus. L'excédent brut d'exploitation, le revenu mixte des ménages ainsi que les revenus de la propriété (et autres transferts courants nets) ont également eu une contribution négative. En revanche, les impôts courants et les cotisations sociales nettes ont eu une forte contribution positive qui a atténué la baisse du revenu disponible brut, tandis que la contribution des prestations sociales a été également positive.



ec.europa.eu/eurostat

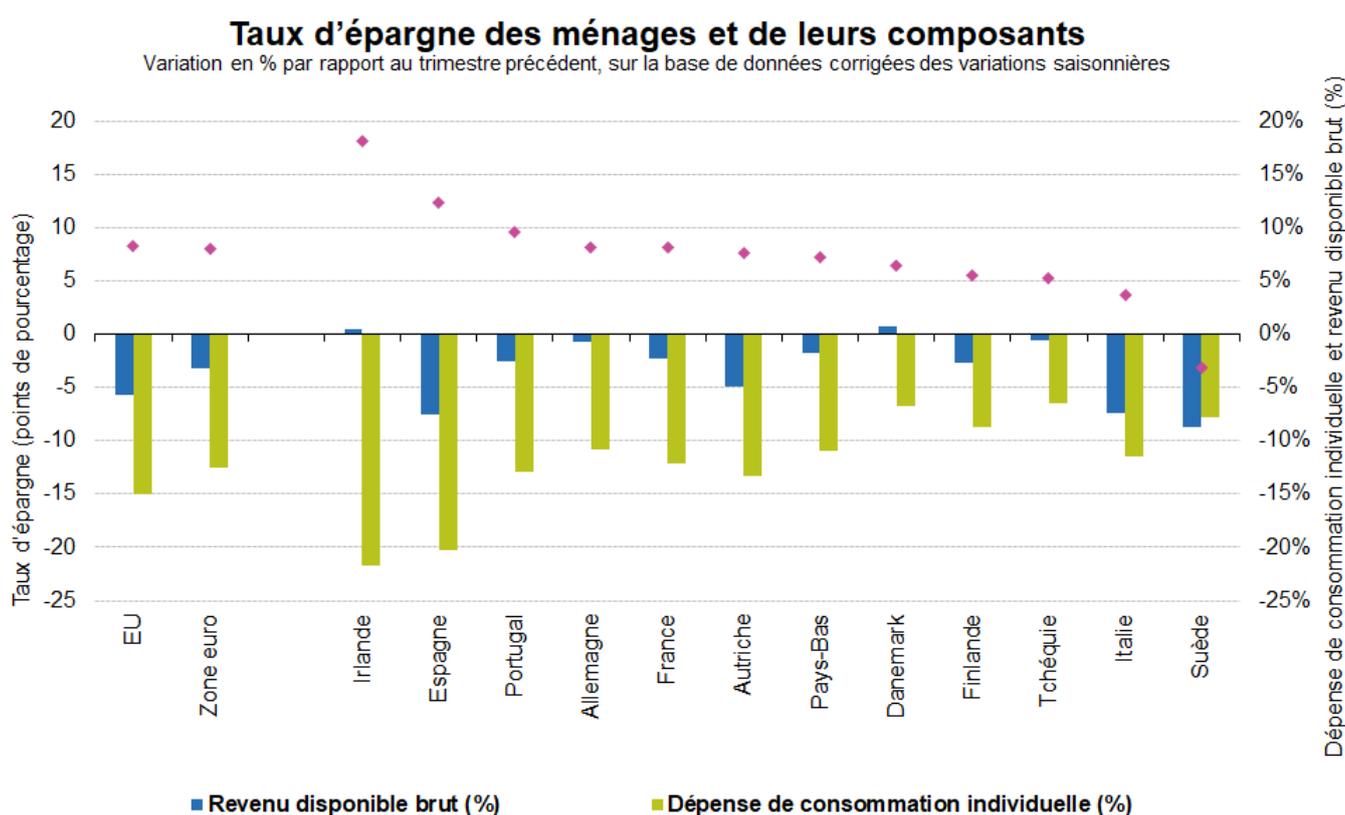


ec.europa.eu/eurostat

Taux d'épargne des ménages en forte hausse dans la zone euro, l'UE et dans les États membres

Au deuxième trimestre 2020, le taux d'épargne a augmenté de 8,0 points de pourcentage dans la **zone euro** par rapport au premier trimestre 2020. Dans l'**UE** le taux a progressé de 8,3 points de pourcentage.

Le taux d'épargne des ménages, pour lequel des données sont disponibles pour le deuxième trimestre 2020, a augmenté dans tous les États membres à l'exception de la **Suède** (-3,2 points de pourcentage, pp). Les hausses les plus élevées ont été observées en **Irlande** (+18,1 pp), en **Espagne** (+12,3 pp) et au **Portugal** (+9,6 pp), et les plus faibles en **Italie** (+3,7pp) et en **Tchéquie** (+5,3 pp). Pour tous les États membres l'augmentation du taux d'épargne s'explique par la forte baisse des dépenses de consommation individuelle. Cette baisse des dépenses de consommation individuelle des ménages a été la plus prononcée en **Irlande** (-21,7%) et en **Espagne** (-20,3%). Dans le même temps, le revenu disponible brut a diminué dans tous les États membres à l'exception du **Danemark** et de l'**Irlande**.



ec.europa.eu/eurostat

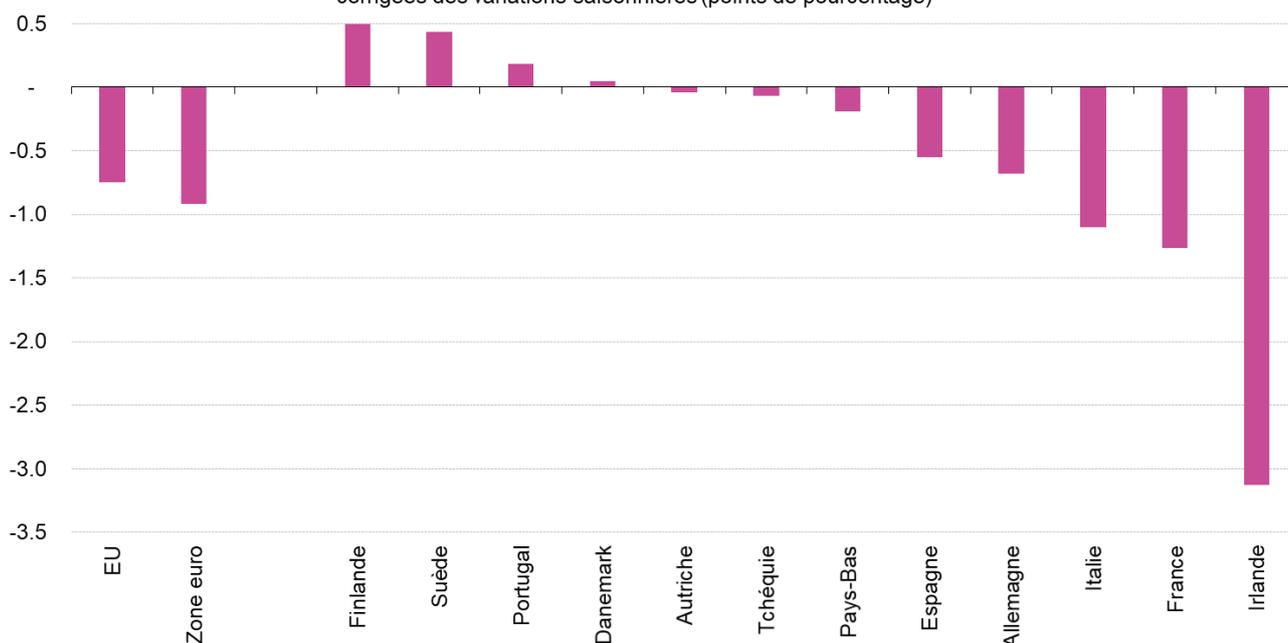
Baisse du taux d'investissement des ménages dans la zone euro et dans l'UE, variable dans les États membres

Au deuxième trimestre 2020, le taux d'investissement a diminué de 0,9 point de pourcentage dans la **zone euro** et de 0,7 point de pourcentage dans l'**UE**.

Parmi les États membres pour lesquels des données sont disponibles pour le deuxième trimestre de 2020, huit États membres ont enregistré une baisse du taux d'investissement des ménages; les baisses les plus importantes ont été enregistrées en **Irlande** (-3,1 pp), en **France** (-1,3pp) et en **Italie** (-1,1 pp). En revanche le taux d'investissement des ménages a augmenté en **Finlande**, en **Suède** et au **Portugal**, et est resté stable au **Danemark**.

Taux d'investissement des ménages et ses composantes

Variation par rapport au trimestre précédent, sur la base des données corrigées des variations saisonnières (points de pourcentage)



Informations géographiques

La **zone euro** (ZE19) comprend 19 États membres: Belgique, Allemagne, Estonie, Irlande, Grèce, Espagne, France, Italie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Slovénie, Slovaquie et Finlande; ainsi que la Banque centrale européenne et le Mécanisme européen de stabilité.

L'**Union européenne** (UE27) comprend 27 États membres: Belgique, Bulgarie, Tchéquie, Danemark, Allemagne, Estonie, Irlande, Grèce, Espagne, France, Croatie, Italie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Hongrie, Malte, Pays-Bas, Autriche, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovénie, Slovaquie, Finlande et Suède; plus les institutions de l'UE.

Méthodes et définitions

Le **revenu réel des ménages par habitant** est défini comme le revenu nominal disponible brut ajusté des ménages divisé par la population totale (concept des comptes nationaux) ainsi que par le déflateur (indice des prix) de la dépense de consommation finale des ménages.

La **consommation réelle des ménages par habitant** est définie comme la consommation finale effective des ménages, en termes nominaux, divisée par la population totale (concept des comptes nationaux) ainsi que par le déflateur (indice des prix) de la dépense de consommation finale des ménages.

Les comptes sectoriels européens sont établis conformément au **Système européen des comptes 2010 (SEC 2010)** et couvrent la période courant depuis le deuxième trimestre 1999. Ces informations proviennent des données détaillées corrigées des variations saisonnières des comptes européens trimestriels des secteurs publiés par **Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne**, et la **Banque centrale européenne** (BCE).

Les secteurs institutionnels regroupent des unités économiques ayant des caractéristiques et un comportement similaire. On distingue les ménages (y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages), les sociétés non financières, les sociétés financières, les administrations publiques et le reste du monde. Pour ce dernier, afin de mesurer les opérations extérieures de la zone euro/de l'UE, il est nécessaire de retrancher les flux transfrontaliers au sein de la zone considérée.

Le site web d'Eurostat présente les comptes sectoriels annuels et trimestriels détaillés des États membres de l'Espace économique européen ainsi que certains indicateurs clés publiés environ 120 jours après la fin de chaque trimestre (couvrant également des indicateurs annuels tels que les taux d'endettement). Un sous-ensemble d'indicateurs clés trimestriels est disponible environ 94 jours après la fin de chaque trimestre.

En raison de la conversion en euros, les taux de croissance des agrégats de l'Union européenne peuvent être affectés par les fluctuations des taux de change.

La méthode utilisée pour la compilation est la même que pour les communiqués de presse précédents. Cependant, ces estimations sont basées sur des données sources qui sont sujettes à révision dans le contexte des mesures de confinement liées à la Covid-19.

Révisions et calendrier

Une première diffusion, focalisée sur les données des taux d'épargne et d'investissement des ménages dans la zone euro, est publiée 94 jours environ après la fin de chaque trimestre. Par rapport au communiqué de presse [145/2020](#) du 2 octobre 2020 sur les agrégats de la zone euro, tant le taux d'épargne des ménages que le taux d'investissement pour le deuxième trimestre 2020 restent inchangés.

Par rapport au communiqué de presse [118/2020](#) du 28 juillet 2020, le taux d'épargne des ménages pour le premier trimestre 2020 a été révisé de 16,8% à 16,5% dans la zone euro et de 15,8% à 15,6% dans l'UE. Le taux d'investissement de croissance a été révisé de 8,7% à 8,9% dans la zone euro et de 8,5% à 8,6% dans l'UE.

Plus d'informations

L'[ensemble des données trimestrielles](#) et [données annuelles](#) sur les comptes des secteurs sont disponibles sur le site web d'Eurostat, et les indicateurs clés sont également présentés dans [Statistics Explained](#).

[Métadonnées](#) d'Eurostat sur la compilation des comptes européens des secteurs

Données détaillées et méthodologie disponibles sur le site web d'Eurostat [ici](#) ainsi que sur le site de la BCE [ici](#).

[Note](#) relative à l'impact de la crise de COVID-19 sur les comptes nationaux

[Guide](#) sur les comptes des secteurs trimestriels dans le contexte de la crise de COVID-19 et [métadonnées des pays spécifiques](#) à l'impact de la crise de COVID-19 sur les estimations des comptes des secteurs trimestriels

[Calendrier de diffusion](#) des €-indicateurs d'Eurostat

[Code de bonnes pratiques](#) de la Statistique européenne

Service de presse d'Eurostat

Romina BRONDINO
Tél: +352-4301-33 408
eurostat-pressoffice@ec.europa.eu

Plus d'informations

Angel PANIZO ESPUELAS
Orestis TSIGKAS
Tél: +352-4301-37 306
estat-sector-query@ec.europa.eu

 **Demandes média:** Eurostat media support / Tél: +352-4301-33 408 / eurostat-mediasupport@ec.europa.eu

 [@EU Eurostat](#)

 [@EurostatStatistics](#)

 [@EU Eurostat](#)

 ec.europa.eu/eurostat/

Indicateurs clé et taux de croissance pour une sélection d'opérations pour les ménages

(données corrigées des variations saisonnières, variation en % par rapport au trimestre précédent)

		UE						Zone euro					
		Taux d'épargne, %		Taux d'investissement, %		Croissance réelle du revenu disponible brut ajusté par habitant	Croissance réelle de la consommation finale effective par habitant	Taux d'épargne, %		Taux d'investissement, %		Croissance réelle du revenu disponible brut ajusté par habitant	Croissance réelle de la consommation finale effective par habitant
		Données non désaisonnalisées	Données désaisonnalisées	Données non désaisonnalisées	Données désaisonnalisées			Données non désaisonnalisées	Données désaisonnalisées	Données non désaisonnalisées	Données désaisonnalisées		
2008	T1	9,6	11,3	10,9	11,1	0,3	0,5	10,6	12,4	11,2	11,4	0,7	0,5
	T2	15,9	11,9	10,7	10,8	0,4	-0,2	16,7	12,7	11,0	11,1	-0,4	-0,6
	T3	9,5	11,9	10,9	10,7	-0,5	-0,4	10,1	12,7	11,1	10,8	-0,4	-0,4
	T4	13,2	13,0	10,3	10,1	0,3	-0,6	13,5	13,3	10,4	10,4	0,0	-0,4
2009	T1	11,2	13,2	9,4	9,6	0,2	0,0	12,4	14,0	9,7	9,9	0,7	0,1
	T2	17,3	13,5	9,2	9,4	0,5	0,3	17,8	14,0	9,5	9,6	0,1	0,2
	T3	11,2	13,5	9,4	9,2	0,1	0,1	11,5	14,2	9,6	9,4	0,1	-0,1
	T4	13,7	13,4	9,2	9,1	0,1	0,2	13,9	13,8	9,4	9,4	-0,2	0,2
2010	T1	10,9	12,9	8,7	8,9	-0,5	0,0	11,7	13,2	9,0	9,2	-0,3	0,2
	T2	16,4	12,7	9,2	9,3	0,1	0,2	16,9	13,1	9,4	9,5	-0,1	-0,1
	T3	10,4	12,7	9,4	9,1	0,4	0,4	10,5	13,1	9,6	9,4	0,2	0,2
	T4	12,3	12,1	9,2	9,1	-0,4	0,2	12,5	12,6	9,3	9,3	-0,2	0,3
2011	T1	9,9	11,9	8,8	9,1	-0,5	-0,4	10,8	12,5	9,2	9,4	-0,5	-0,4
	T2	16,3	12,3	8,8	9,0	0,4	0,1	16,8	12,6	9,1	9,3	0,0	-0,2
	T3	9,4	11,7	9,2	8,9	-0,4	0,1	9,6	12,3	9,5	9,2	-0,4	0,0
	T4	12,4	12,2	9,0	8,8	0,0	-0,4	12,7	12,9	9,2	9,1	0,0	-0,5
2012	T1	9,7	11,6	8,2	8,6	-0,8	-0,3	10,8	12,3	8,5	8,8	-0,8	-0,2
	T2	15,7	11,8	8,4	8,6	-0,4	-0,5	16,4	12,3	8,7	8,8	-0,7	-0,7
	T3	9,3	11,5	8,8	8,5	-0,6	-0,3	9,6	12,1	9,1	8,8	-0,4	-0,3
	T4	11,3	11,2	8,9	8,6	-0,4	-0,2	11,6	11,9	9,1	9,0	-0,5	-0,3
2013	T1	10,3	11,9	7,6	8,0	0,2	-0,4	11,1	12,4	7,9	8,2	0,0	-0,5
	T2	15,2	11,6	8,1	8,2	0,1	0,4	15,8	12,1	8,3	8,4	0,0	0,3
	T3	9,3	11,5	8,5	8,2	0,0	0,1	9,7	12,0	8,8	8,6	0,0	0,0
	T4	11,6	11,5	8,4	8,2	0,2	0,2	12,2	12,2	8,5	8,4	0,3	0,1
2014	T1	10,1	11,6	7,8	8,2	0,2	0,1	11,2	12,5	8,1	8,4	0,2	0,0
	T2	14,6	11,1	8,0	8,1	0,0	0,4	15,5	12,1	8,2	8,2	0,0	0,3
	T3	9,4	11,6	8,3	8,0	1,0	0,5	10,2	12,5	8,5	8,3	0,9	0,5
	T4	11,5	11,5	8,2	8,0	0,3	0,4	12,3	12,2	8,2	8,2	0,0	0,3
2015	T1	9,6	11,3	7,6	8,0	0,3	0,5	10,9	12,3	7,9	8,1	0,5	0,4
	T2	14,9	11,2	7,9	7,9	0,2	0,3	15,6	12,1	8,0	8,1	0,1	0,4
	T3	8,9	11,3	8,2	8,0	0,7	0,6	9,8	12,4	8,3	8,1	0,7	0,4
	T4	11,6	11,6	8,2	8,1	0,5	0,2	12,6	12,5	8,2	8,2	0,2	0,1
2016	T1	9,8	11,4	7,7	8,1	0,9	1,0	10,9	12,3	8,0	8,2	0,7	0,9
	T2	15,4	11,8	8,3	8,3	0,6	0,3	15,9	12,4	8,4	8,5	0,4	0,2
	T3	9,1	11,6	8,6	8,3	0,3	0,4	9,7	12,4	8,7	8,4	0,4	0,4
	T4	11,6	11,3	8,4	8,3	0,3	0,6	12,2	11,9	8,4	8,4	0,0	0,5
2017	T1	9,5	11,3	8,1	8,4	0,2	0,3	10,7	12,0	8,3	8,6	0,2	0,2
	T2	15,1	11,3	8,4	8,4	0,5	0,5	15,9	12,3	8,5	8,5	0,6	0,3
	T3	8,8	11,3	8,8	8,5	0,7	0,7	9,4	12,3	8,8	8,5	0,7	0,6
	T4	12,0	11,5	8,6	8,5	0,5	0,4	12,7	12,4	8,6	8,6	0,3	0,2
2018	T1	9,5	11,1	8,2	8,5	0,0	0,4	10,6	11,9	8,4	8,7	0,0	0,4
	T2	15,1	11,4	8,5	8,5	0,7	0,4	16,2	12,5	8,7	8,8	0,8	0,3
	T3	8,8	11,4	8,9	8,6	0,1	0,1	9,6	12,5	9,0	8,8	0,0	0,0
	T4	12,0	11,4	8,7	8,7	0,6	0,5	12,8	12,5	8,8	8,8	0,5	0,4
2019	T1	10,5	12,0	8,5	8,7	0,7	0,3	11,5	12,7	8,8	9,1	0,6	0,4
	T2	15,8	12,2	8,6	8,7	0,6	0,4	16,8	13,1	8,9	8,9	0,7	0,3
	T3	9,4	12,1	9,0	8,7	0,4	0,4	10,1	13,0	9,3	9,0	0,2	0,3
	T4	12,1	11,5	8,8	8,7	-0,4	0,2	12,9	12,4	9,0	9,0	-0,6	0,0
2020	T1	14,2	15,6	8,3	8,6	0,5	-3,2	15,4	16,5	8,6	8,9	0,5	-3,3
	T2	26,5	23,9	7,8	7,8	-4,8	-12,3	27,5	24,6	7,9	7,9	-3,2	-10,7

Les données dans ce tableau sont arrondies séparément à la décimale la plus proche.

Données sources: nasq.10.ki

Variation des indicateurs clés pour les ménages au deuxième trimestre 2020

	Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent (données corrigées des variations saisonnières)				
	Formation brute de capital fixe (%)	Dépenses de consommation individuelle (%)	Revenu disponible brut* (%)	Taux d'épargne (points de pourcentage)	Taux d'investissement (points de pourcentage)
UE	-13,9%	-15,1%	-5,8%	8,3	-0,7
Zone euro	-13,3%	-12,6%	-3,3%	8,0	-0,9
Tchéquie	-1,3%	-6,5%	-0,5%	5,3	-0,1
Danemark	1,3%	-6,7%	0,7%	6,4	0,0
Allemagne	-7,0%	-10,8%	-0,7%	8,2	-0,7
Irlande	-47,2%	-21,7%	0,5%	18,1	-3,1
Espagne	-18,3%	-20,3%	-7,6%	12,3	-0,6
France	-17,0%	-12,1%	-2,3%	8,2	-1,3
Italie	-21,2%	-11,5%	-7,4%	3,7	-1,1
Pays-Bas	-3,2%	-11,0%	-1,7%	7,2	-0,2
Autriche	-5,3%	-13,3%	-4,9%	7,6	-0,0
Portugal	0,4%	-13,0%	-2,6%	9,6	0,2
Finlande	1,2%	-8,7%	-2,6%	5,5	0,5
Suède	-1,9%	-7,7%	-8,7%	-3,2	0,4
Royaume-Uni	-29,1%	-23,3%	-3,0%	19,0	-1,8

* données ajustées au titre des droits à pension

Les données pour les ménages ne sont pas disponibles pour les Etats membres dont le produit intérieur brut aux prix courants est inférieur à 1% du PIB total de l'UE.